

## CORRIGÉ

Par Alain Nonjon, professeur de chaire supérieure.

**De prime abord...**

**Un sujet fédérateur :** le thème de l'UE n'a pas eu les faveurs des jurys depuis longtemps, l'approche spécifique « les effets déstabilisateurs de la mondialisation » est indiscutablement stimulante, l'absence de chronologie est le gage de la fin des paraphrases monocordes et monocouleurs dans les devoirs, l'actualité du sujet est évidente pour le pire (une accroche dans une copie sur 3 était bâtie sur l'épisode de Whir(l)pool) et une certaine lassitude face à l'allusion fréquente, à l'entre-deux tours des présidentielles.

**Un sujet sélectif :**

- qui exigeait une réflexion sur l'UE, processus né de et se pensant dans la mondialisation ;
- qui ne pouvait que déboucher sur une réflexion sur la date, les années, la décennie où l'Europe passe du crédo mondialiste quasi unanime à la défiance, voire au rejet (fin des années 90, ou crise des *subprimes*) ;
- qui nécessitait de balayer tous les effets déstabilisateurs sans se cantonner aux seuls secteurs *agressés* en termes d'emplois (culture normalisée, projet édulcoré, FMN prédatrices, tropismes centrifuges, frontières dévaluées) ;
- qui imposait l'art de la nuance ; déstabilisateurs ne signifie pas dévastateurs et le pessimisme ambiant concernant l'UE était mauvais conseiller ;
- qui passait par une analyse des comportements diversifiés des rythmes d'adaptation hétérogènes... des régions qui gagnent et des territoires qui perdent.

**Un sujet délicat à traiter :** face au désenchantement européen, face à l'eupessimisme ambiant en période de Brexit, de souverainismes de replis nationaux, face au problème des migrants qui a fait irruption dans l'espace Schengen.

Face aux débats ouverts encore sur la désindustrialisation européenne, l'effet des travailleurs détachés, l'ordolibéralisme plaqué dans l'UE, la bureaucratie Bruxelloise, les visions populistes d'une Europe technocratique... bref « l'Europe et ses salauds » de Jean Quatremer.

Il fallait une dose d'engagement personnel, de prise de position non frileuse, car de fait le jury attend des raisonnements et pas des alignements sur des banalités, il attend une démonstration et pas que le candidat se borne à montrer en débattant des approximations journalistiques.

Et face à l'importance des connaissances à mobiliser.

**Problématique possible :** la mondialisation fragilise sensiblement les positions acquises, les avantages comparatifs et le modèle même de la construction européenne, ajoutant à la crise économique une série de crises et de remises en questions cruciales pour l'avenir de l'Europe. Mais la mondialisation au cœur même du projet européen met également en valeur les atouts considérables de l'Union sur la scène internationale, à charge pour les responsables politiques de les reconnaître et les mettre en œuvre. L'UE est-elle apte à dépasser les effets déstabilisateurs de la mondialisation voire à se mobiliser pour se réinventer face à cette dynamique ?

**I/ L'UE, projet apparemment structuré par et pour la mondialisation est au milieu des années 80 confrontée à la pression de la mondialisation**

**A. Un projet européen délibérément tourné vers la mondialisation**

Jeremy Rifkin : «*Le rêve européen est la première tentative pour créer une conscience universelle dans un monde de plus en plus petit*».

– L'Europe a été associée pleinement aux battements de la mondialisation depuis les grandes découvertes, les volontés impériales nées sur ses terres. L'Europe a toujours connu le prix élevé à payer aux nationalismes, aux modèles autarciques. En ce sens, même spectatrice des ruptures depuis 1991, elle a une carte à jouer dans la 4<sup>e</sup> mondialisation portée par l'émergence de nouveaux acteurs, la confirmation de l'économie de marché et du couple libre-échange croissance.

– Le refus des États-Unis d'Europe, et d'une américanisation par certains n'interdit pas une identification de l'UE aux idéaux de la mondialisation au travers de l'installation d'un grand marché libéral, d'une dynamique d'élargissements qui convertit certaines économies socialistes à l'économie de marché, d'une concentration des firmes pour les rendre plus opérationnelles, d'une recherche de compétitivité (programme de Lisbonne sur l'Europe première puissance mondiale par sa compétence) des coopérations d'excellence dont le but est de partir à la conquête des marchés mondiaux dans des spécialisations européennes (cf. airbus industries).

– L'UE introduit des dérèglementations dans des secteurs pourtant protégés : la directive travailleurs détachés fixe le cap d'une mobilité et d'une flexibilité de la main-d'œuvre à l'échelle des 28 pays membres.

– De fait, héritière d'un XIX<sup>e</sup> où l'Europe a fixé le cap de la mondialisation, l'UE ne se vit pas comme une construction autocentrée. L'UE peut être même considérée comme une « petite mondialisation ». Pour Neil Fligstein et Frédéric Mérand (*Mondialisation et Européanisation ? La preuve par l'économie européenne depuis 1980*) : « La mondialisation n'est donc pas une force mystérieuse échappant au contrôle des gouvernements et pilotée par des entreprises prédatrices. Au contraire, le plus achevé des projets au cœur de la mondialisation fut celui pour lequel des gouvernements ont coopéré le plus intensément. Ils ont produit un ensemble de règles communes et des mécanismes d'application qui ont dans l'ensemble encouragé le commerce entre pays européens... ».

**B. Un projet européen bousculé par une mondialisation jugée déstabilisante**

Pourtant depuis les années 90 on inventorie souvent les effets déstabilisateurs de la mondialisation.

– Les délocalisations sont vécues comme un événement industriel sans penser aux transferts vers des ex PECO, aux marchés nouveaux ouverts par le passage à l'économie de marché d'économies socialistes.

– La désindustrialisation est conçue comme le lourd tribut payé à la mondialisation : 1,4 millions d'emplois auraient été perdus en France dans l'industrie en 25 ans et au niveau européen l'industrie et la construction, la part des actifs seraient passées de 29 % à 23 %, souvent sans prendre en compte les transferts vers le tertiaire et les gains de productivité... La mondialisation est seule (et à tort) convoquée pour expliquer ce déclin. Et le chômage de

masse lié pour Jacques Sapir (*La fin de l'eurolibéralisme*) « la pression du libre-échange coûte à la France directement environ 2 % de la population active en emplois industriels perdus ou non créés. Ceci correspond probablement à une perte globale (avec l'effet multiplicateur habituel de l'emploi industriel sur l'emploi global) de 3 à 3,5 % de la population active »...

– La pauvreté endémique est ressentie comme une mondialisation qui trie, et décline ceux qui sont les moins formés, ceux qui ne sont pas des « analysts resolvers », ceux qui n'appartiennent pas à des élites financières sans penser aux insuffisances de l'Europe sociale malgré la charte de Strasbourg.

– Des déclassements industriels sont identifiés à des pertes de compétitivité face à de nouveaux concurrents que les accusations de *dumping* social ou monétaire (cf. cas chinois) ne suffisent pas à freiner. L'analyse est parfois sommaire mais il est de bon ton de dénoncer la sinistrose du secteur automobile par l'environnement mondialisé sans penser aux effets d'investisseurs étrangers comme Dong feng chez Peugeot et Tata chez Jaguar.

– Les IDE sont accueillis parfois avec le sentiment d'intrusions intolérables (cf. Chine dans la machine outil, ou le photovoltaïque allemand, ou les vignobles bordelais ou de Bourgogne), en oubliant un peu vite les quelques 35 000 emplois préservés ou créés par les investissements étrangers.

– Les déséquilibres dans l'ADT avec primat des grandes métropoles mais le déménagement du territoire est bien antérieur à l'impact de la mondialisation. Les scénarios évoqués dès 2010 par Fitoussi, scénario des villes États où la croissance se concentre sur quelques pôles par le jeu des effets d'agglomération. Ou les analyses de Pierre Veltz et autres Paul Krugman, sur les régions qui gagnent en sédimentant des avantages comparatifs dans la mondialisation, que dire enfin des menaces directes sur la zone euro par les dettes souveraines elles-mêmes rançons de la globalisation financière et des pesanteurs de la gouvernance monétaire européenne, il faut bien le reconnaître. En 2016, la dette des 28 États membres se porte à 83,5 % du PIB. Celle de la zone euro équivaut quant à elle à 89,2 % du PIB, atteignant 179 % du PIB, la dette de la Grèce est la plus élevée d'Europe.

### C. La mondialisation vécue non comme une opportunité mais comme une contrainte ?

Le contexte ne peut que conduire à stigmatiser la mondialisation.

– Un contexte où l'Europe connaît une érosion systématique de son importance globale. Edgar Morin : « l'Europe a rétréci. Elle n'est plus qu'un fragment de l'Occident alors qu'il y a quatre siècles l'Occident n'était qu'un fragment d'Europe ».

Le rétrécissement est d'abord démographique : l'Europe pesait 22 % de la population au XIX<sup>e</sup> siècle, au plus fort de son expansion coloniale. C'est exactement ce que pèse la Chine actuellement, alors que les Européens ne correspondent plus qu'à 7 % de la population mondiale. Cet affaiblissement participe du rétrécissement général de l'Occident dans la mondialisation : en 2030, deux habitants de la planète sur trois seront Asiatiques.

– Un contexte de « panne technologique » qui voit l'Europe un peu décalée par rapport aux NTIC (Siemens un des rares constructeurs européens de hard) dans les réseaux (monopole rapidement installé de AGFA) dans des projets.

– Un contexte où l'Europe semble victime de l'onde de choc de la crise des « subprimes » qu'elle subit au niveau des produits toxiques, de l'instrumentalisation des dettes souveraines (cf. en Grèce rôle de Goldman Sachs – banque la plus puissante du monde, a spéculé sur le dos de la Grèce tout en se faisant rémunérer par Athènes pour l'aider à gérer la crise...).

– Un contexte où l'Europe ne parle pas d'une même voix : très tôt cavalier seul britannique depuis 1974 (Pac ciblée), ou après 1979 le « *I want my money back* » de Thatcher, Allemagne de plus en plus tentée par l'extension de son hinterland au monde et à un contrôle de l'Europe à la veille de la faillite de Lehman brothers, ou après les incartades de certains pays comme l'Autriche ou certains pays de l'Est qui ont du mal à déléguer leur souveraineté surtout pour les fondamentaux des valeurs européennes. La Pologne par exemple encore aujourd'hui, ou République Tchèque eurosceptique avant l'heure, ou simplement pays méditerranéens brutalisés par la crise et donc contraints à porter un regard critique sur une Europe passive à leur égard.

– Un contexte où le problème de l'intangibilité des frontières du vieux continent émerge étrange préface à une mondialisation assumée après Kosovo, Crimée, et remise en cause de la notion même de frontière au contact du problème des migrations de Syrie, d'Afghanistan... crise de l'Europe puissance d'accueil.

De plus en plus d'opposants sortent de l'anonymat de combat clandestins ou confidentiels pour porter un message anti européen et anti mondialisation (pour certains l'un ne se conçoit pas sans l'autre) comme les indignés nés sur la puerta del sol.

Anti et altermondialistes : le berceau de Attac en France : combat pour un autre monde possible, les populistes et les souverainistes qui réinterprètent avec plus ou moins d'honnêteté statistique la formule de Jean Jaurès « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène » l'armée nouvelle 1910, et plus généralement tous ceux qui derrière l'Europe des nations cachent une volonté de repli frileux et font du protectionnisme la réponse aux excès de la mondialisation.

## II/ L'UE est tout à la fois confrontée depuis les années 90 à la concomitance d'une « polycrise » et à une radicalisation des contestations de la mondialisation

### A. Les fragilités structurelles de l'UE

– Des choix de mondialisation à des rythmes différents : engagement de la Grande Bretagne qui ne va pas au rythme du social colbertisme gaulois.

– La désaffection vis-à-vis du projet européen or la mondialisation exige un sursaut et une mobilisation collectifs.

– Les divisions intestines sur les solidarités nécessaires face à la mondialisation rendent celles-ci plus inacceptables : migrations incontrôlées, problèmes des dettes souveraines (derrière la crise grecque les responsabilités de Goldman Sachs).

– La fragilité de certaines politiques structurelles et surtout industrielles qui interdisent des réactions collectives, majorent les problèmes : pas d'industries d'armements, pas de logique de coopération malgré des paravents (sidérurgie, automobiles).

– Le vieillissement de l'Europe obscurcit son horizon: En 2015, le nombre des décès sera supérieur au nombre de naissances dans l'Union ce qui s'accompagne de perspectives inquiétantes en termes d'innovation, de tensions sur le marché du travail ou de financement des retraites.

### B. L'UE mal préparée pour résister aux effets déstabilisateurs

– Elle n'a aucune voix, en tant qu'Union, dans les grandes institutions internationales, économiques ou politiques, à l'exception de l'OMC. Or les États membres qui participent à ces instances, qu'il s'agisse de l'ONU, du FMI ou du G20, ne pèsent que leur petit poids relatif par rapport aux États-Unis ou à la Chine. Au G20, l'Union n'envoie pas moins de 8 représentants, mais cette surreprésentation quantitative se paie d'une sous-influence politique notoire.

– La crise est une crise de confiance dans le modèle européen: difficile de se projeter dans la mondialisation avec de tels handicaps. La construction européenne n'est plus évaluée comme une réussite exemplaire. L'appauvrissement et la récession plombent les visions d'avenir, une nouvelle fracture Nord-Sud peut à tout moment déboucher sur l'implosion de la zone euro (Grèce), la régression de pays stigmatisés autour de l'acronyme Piigs (Italie Portugal Irlande Espagne), le club méditerranéen européen est cloué au piloris, l'Allemagne est ciblée pour son manque de solidarité envers les pays en crise, et le retrait de la Grande Bretagne est une destinée que d'autres envisagent dans un contexte où des régions réclament leur indépendance de la Catalogne à l'Écosse ou la Padanie région imaginaire du Nord de l'Italie;

– Le « soft power » autre parade contre une mondialisation prédatrice est d'autant plus en veilleuse que le « vouloir vivre ensemble » ciment de l'Europe se délite. Le repli derrière leurs frontières des pays de l'Est (provocation de la Hongrie pour faire financer son mur) et la crise d'identité à l'Ouest hésitant entre rôle d'acteur ou de subdélégué des EU, discrédite l'UE.

– L'UE est même considérée comme l'amplificateur des déséquilibres nés de la mondialisation: chômage avec près de 20 millions de personnes sans emploi, le taux de chômage dans l'Union européenne atteint 7,8% en mai 2017, et 8,7% dans la zone euro désindustrialisation, régions sinistrées trouvent leur bouc émissaire: la mondialisation libérale acceptée par l'UE sans fixer en quelque domaine que ce soit les règles du jeu. Pire, l'UE est souvent perçue comme un acteur ultralibéral dont les choix sont tenus responsables de la dégradation économique et sociale des classes moyennes.

– L'UE est victime d'une crise de projet enfin, dans la mesure où aucun accord n'existe plus entre Européens sur le rôle et la finalité de l'Union dans la mondialisation. *Marcel Gauchet, La Condition politique, L'Europe cette mixture de bureaucratie et de bons sentiments* « Doit-elle se concevoir comme une protection collective contre les dérèglements de la mondialisation? S'agit-il à l'inverse d'un tremplin et d'un échelon nécessaires pour réussir au sein de l'économie mondiale? L'Union doit-elle subir les règles du jeu mondialisé, au mieux en s'en protégeant, au pire en les contournant? Doit-elle au contraire avoir pour objectif de participer, aux côtés d'autres puissances, à l'écriture des nouvelles règles de la mondialisation à venir? Le projet politique de la construction européenne semblait clair à l'origine des Traités de Rome: la réconciliation franco-allemande et le retour de la prospérité en Europe de l'Ouest. Il était également lisible lors de la chute du communisme: la réconciliation entre les deux parties de l'Europe et l'aide à la démocratisation des

nouveaux pays ex-communistes. Mais le projet du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle manque encore d'un grand récit mobilisateur», fondation Schuman.

### C. Des mobilisations où populismes et europhobies se conjuguent

- Face à ces carences, il est aisé pour les opposants d'accuser la Mondialisation d'être un libéralisme exacerbé, une américanisation subie, et la dure loi d'un darwinisme industriel.
  - Les régions perdantes témoins des agressions de la mondialisation se mobilisent contre (Lorraine contre Mittal, Combats des métallos de Hayange Hagondange).
  - La Mondialisation est vite cataloguée de destructrice car l'Europe paraît plus offerte qu'ouverte (Tafta, Ceta). Les nationalismes se crispent au service d'une Europe citadelle. Des peurs sont instrumentalisées par des partis (Front National, Ukip Bepe Grillo et le mouvement des 5 Étoiles).
  - Des réquisitoires sont formatés : mondialisation – financiarisation c'est la toute puissance des marchés financiers : où est l'Europe Beveridgienne ? C'est l'américanisation à outrance : où est l'Europe qui se fait par elle-même entre deux blocs ? C'est la régression sociale : où est l'Europe du « bien-être et de tous » ? C'est le nivellement par le bas : où est l'Europe des transferts sociaux, des avancées sociales de la seconde chance ? C'est l'acculturation : où est l'Europe qui donnait par sa technique, ses idéaux, sa civilisation des leçons au monde non sans quelque arrogance au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle (P. Lévi Strauss). Ce sont les retours des tribalismes : où est le bien vivre ensemble ?
- Tous ces réquisitoires se retrouvent dans une nébuleuse de contestations où la mondialisation coalise contre elle nationalistes, souverainistes, anti et alter mondialistes... opportunistes de tout poil pour dresser le portrait d'une Europe projet inspiré par l'étranger qui s'est fait sans les peuples (J. Quatremer rappelle la formule maladroite du belge P.-H. Spaak « l'œuvre accomplie fut celle d'une minorité sachant ce qu'elle voulait »).

### III/ L'euroessimisme face à la mondialisation fait le constat de l'impuissance collective mais fait fi des potentiels de l'Europe

#### A. Les capacités de riposte de l'UE sont souvent à tort minimisées

L'UE n'est pas désarmée.

- Le FEM, Fonds européen d'ajustement à la mondialisation créé en 2006 et doté d'un budget est un amortisseur des conséquences de la mondialisation « pour les plus vulnérables » : C'est dire qu'avec un budget certes restreint (150 millions d'euros pour la période 2014-2020) il tente de faire face aux restructurations dans des entreprises de plus de 500 salariés à l'aval d'une mondialisation agressive (Aide à la recherche d'emploi, formation, reconversion)...
- L'UE peut opérer des rééquilibrages régionaux par le Feder depuis 1975 qui même accusé de compléter les programmes nationaux de ne pas assez promouvoir d'initiatives intraeuropéennes est un élément modérateur des excès de la mondialisation. Complété par le fonds de cohésion articulé sur les fonds structurels, tous ces mécanismes de rééquilibrage ne laissent pas les régions sinistrées sans moyens. (cf. dans les RETI régions à tradition industrielles du Nord, Pas de Calais au Limbourg luxembourgeois).
- L'UE est un réducteur d'incertitudes dans les grandes négociations commerciales au cœur de la mondialisation ; L'Europe a une masse critique

qui peut en imposer. Même pour le traité avec le Canada, la Ceta, des garde fous sont installés et à l'OMC, l'UE se fait forte d'obtenir quelques concessions réparatrices (comme dans la renégociation de Blair house au moment du Reagan round agricole). De toute façon la riposte est plus simple et plus efficace à 28 que séparément. L'Europe est représentée soit à titre d'observatrice soit d'actrice directe des grandes institutions de la mondialisation et peut fixer des cadres à l'OMC comme aux conférences sur le climat (à la COP 21 la ratification a été globale pour l'Europe avant que les pays ne ratifient séparément l'accord final).

– L'Europe peut peindre la mondialisation à ses couleurs pour P. Lamy. La construction européenne est un dépassement du vieux système international vers un système de gouvernement démocratique alter-national avancé : elle a le sens du compromis final au terme de marathons dantesques (agriculture, dettes), elle sait conclure des accords pondérés, *in extremis* au terme de négociations laborieuses et en ce sens elle est un laboratoire utile de la mondialisation et de prise de décision collective.

– L'UE ne reste pas sans réaction face aux FMN américaines. L'échec du NTM (new transatlantic market) à l'initiative de la France, la négociation âpre du TIPP bousculé désormais par l'administration Trump, la lutte contre l'optimisation fiscale dans le prolongement d'amendes contre Microsoft ou IBM montrent que l'UE n'est pas passive ; loin de là, elle anime une réflexion sur les paradis fiscaux et le retrait de la Grande Bretagne (le mea culpa du Luxembourg J.-C. Juncker) annoncent certainement des positions plus affirmées.

**B. L'UE a de toute façon peu de moyens d'échapper à la mondialisation quels que soient les effets induits et les moyens de s'y préparer**

– L'UE puissance commerçante avant tout, donc impactée positivement et négativement.

– Le protectionnisme européen serait contre productif pour l'UE champion mondial à l'exportation, même si certains plébiscitent une préférence communautaire et que l'Europe soit ouverte sans être offerte. La riposte de partenaires pourrait être pire que la solution initiée, et l'UE devrait tirer les leçons des embargos ou des sanctions dans le passé (cf. encore aujourd'hui les effets des sanctions contre la Russie sur l'agroalimentaire français). L'interdépendance est féconde : même dans des secteurs comme l'aéronautique Airbus et General Électrique marchent main dans la main, le même General Électrique venu à la rescousse de Alstom. Cas d'école le secteur de l'automobile : Jaguar doit beaucoup à des acteurs étrangers. Nationalisé en 1966 – avant l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne en 1973 – puis privatisé en 1984 par Margaret Thatcher, Jaguar est repris par Ford en 1990 à l'occasion d'un vaste mouvement de concentration dans l'industrie mondiale automobile. La marque, qui ne faisait pas partie des priorités de l'américain, a perdu son côté *so british* et a décliné. Aussi, lorsque Ford acculé par la crise des *subprimes* s'est séparée de ses activités les moins stratégiques Jaguar – et Land Rover ont été cédés – au conglomérat indien Tata. Résultat immédiat : un « revival industriel ». Le groupe Jaguar Land Rover, a quadruplé son CA en 6 ans, et est devenu le premier constructeur automobile dans une Grande-Bretagne intégrée à l'UE. Toutefois, le marché britannique ne représente plus que 20 %

des ventes des deux marques, soit moins que pour le reste de l'Europe et la Chine à plus de 20 % chacun. Jaguar a connu une croissance vertigineuse avec, par exemple, une progression de 80 % des ventes mensuelles en février 2017 par rapport à 2016. Deux enseignements : ni l'UE ni la mondialisation ne sont des obstacles industriels !

– L'UE ne peut raisonnablement emboîter le pas du *make america greater* de Donald Trump et au contraire doit saisir l'opportunité d'être aux avant-postes du libre échange désormais. La fébrilité des accords commerciaux asiatiques montre que le balancier penche du côté d'un libéralisme organisé des échanges plus qu'une quelconque idéologie du repli.

– Si l'UE a quelque chose à reprocher à la mondialisation c'est peut être avant tout de ses responsabilités ou des États ou des entreprises elles-mêmes : chez STX, l'accord de « compétitivité » conclu en 2014, par lequel les salariés avaient renoncé à des RTT, signé par les syndicats réformateurs, a peut-être permis de booster les commandes. Depuis, des commandes colossales sur neuf ans ont été signées avec la livraison de 14 paquebots prévues d'ici à 2026 et donner les moyens de résister à la pression de Fincantieri (acquéreur potentiel de 50 % des actions).

### C. L'UE rempart paradoxal face à la mondialisation ?

– La force du nombre est un atout : un marché de 508 millions de consommateurs globalement homogénéisés par des normes et des goûts.

– La force d'un marché qualitativement évolué au regard d'un PIB par habitant élevé (34 000 dollars par hab.) est intacte.

– La force d'une créativité qui donne de la plus value mais aussi des gages de qualité et donc de moindre porosité face à la pénétration produits étrangers.

– La force des politiques structurelles pour Pascal Lamy lorsqu'il était Commissaire européen au commerce : « ces politiques communes – politique commerciale, politique agricole, politique de la concurrence, politique structurelle – sont donc l'un des fondements de la solidarité européenne. Face à des réalités qui s'expriment en termes globaux, elles sont autant d'instruments disponibles pour permettre à l'Europe de répondre aux défis de la mondialisation »... Et, il ajoutait : « pour que la mondialisation se fasse au bénéfice de tous ». Politiques de cohésion (développement régional) peuvent être perçues comme des outils pour mieux se protéger contre les effets négatifs de la mondialisation (pour les territoires). Rappelons que ces politiques furent mises en place dans les années 1980 pour accompagner à la fois les élargissements et atténuer les effets négatifs du Grand Marché Unique (pour ces mêmes pays).

– La modernité des principes d'action de l'Union européenne, principal atout d'abord sur le plan économique et financier : une adhésion plus mesurée à l'idée d'une toute puissance des marchés, la nécessité d'une certaine régulation politique des échanges mondiaux et d'un contrôle minimal des opérateurs financiers assortie d'un rôle de l'État en faveur d'une dose de protection et de cohésion sociales, tels sont les éléments d'un modèle européen de développement économique et social, devenu avec la crise plus pertinent que le modèle ultralibéral des Anglo-saxons.

– La modernité sur le plan stratégique : la vision européenne de la sécurité internationale, proclamée dès 2003 dans la stratégie européenne de sécurité ne cesse, partout dans le monde, d'être validée par les faits : que la démocratie ne s'impose pas par la force, que la puissance militaire n'est ni le

seul ni le premier instrument de gestion de crises, que le dialogue avec tous et la négociation multilatérale sont indispensables pour la prévention des conflits, que la pauvreté du monde est aussi déstabilisante que la violence du terrorisme, ce catalogue de bon sens figure en effet au cœur de l'approche stratégique de l'Union et il est chaque jour rappelé par certains comme Emmanuel Macron qui veut retrouver « l'odeur, la couleur, la lecture, tout ce qui fait le sel de l'Europe » et pour ce qui dénonce « le FMI et ses hommes en noir » sur l'échafaud de la Grèce.

– Et qui peut oublier La génération Erasmus porteuse des espoirs européens face à un *american dream* un peu palot sinon en berne après ses années de lustre (concept né en 1931 et son apogée dans les années 60 et 80. Le « rêve européen » serait mieux armé pour nous conduire dans le nouvel âge global parce qu'ils se fonde sur les relations entre communautés plutôt que l'autonomie individuelle, sur la diversité culturelle plutôt que l'assimilation, la qualité de vie plutôt que l'accumulation de la richesse, le développement soutenable plutôt que la croissance matérielle illimitée, les droits de l'homme universels et les droits de la nature plutôt que le droit de propriété, la coopération globale plutôt que l'exercice unilatéral du pouvoir. Le rêve européen n'est pas la fin de l'histoire mais la fin d'une histoire et le début d'une autre écrite à travers de normes nouvelles que l'Europe saura imposer.

– Encore faut-il que l'Europe soit capable de rebondir, de se refonder, de faire un nouveau pari une décennie après ce credo européen de Nicole Gnesotto, *Notre Europe*.

« Les Européens sont pétris de la culture du partage du pouvoir, ils ont su incarner dans la construction européenne via notamment les fonds structurels une forme particulièrement généreuse de solidarité entre pays riches et pauvres de la communauté. Or ce modèle européen parce qu'il est une incarnation d'un partage des pouvoirs et des solidarités est exemplaire pour l'établissement d'une structure nouvelle de gouvernance au niveau mondial. Inspirer la structure du monde de demain, fonder le système international de la mondialisation sur le partage du pouvoir politique et la solidarité entre riches et pauvres, y a-t-il puissance plus politique que celle-là ?

### Conclusion

Sans nier les effets déstabilisateurs que la mondialisation fait peser sur l'Europe, il faut voir en eux une invite à « un wake up » surtout quand l'Amérique de Donald Trump se replie, à un sursaut car « le plus grand péril qui menace l'Europe c'est la lassitude » disait déjà en 1935 Husserl. Les Européens ne doivent pas considérer l'Europe comme trop ouverte, ni mal armée face à la mondialisation mais ils doivent simplement cesser de chercher des boucs émissaires et poursuivre dans la voie d'une mondialisation maîtrisée. « À la peur de l'avenir ne répondent que les formules creuses des démagogues. Ce qui s'entend, ce n'est pas le refrain du déclin, ni celui de la décadence finale. C'est l'appel du vide ». P. André Taguieff... est-il encore temps ? C'est ce que pense le président de la commission européenne Juncker qui exhorte les Européens à un sursaut fédéraliste (plus de majorité qualifiée pour décider) pour mieux protéger l'Europe de la concurrence, pour contrôler les IDE.